

LA CNUCED SOULIGNE LE RÔLE VITAL DES PME DANS LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE PALESTINIENNE

D'après une nouvelle étude de la CNUCED, sauf à prendre des mesures urgentes pour améliorer la capacité d'offrir des petites et moyennes entreprises (PME), l'économie palestinienne va se transformer en économie de subsistance. Selon cette étude, intitulée "Palestinian SMEs: Dynamics and Contribution to Development" (UNCTAD/GDS/APP/2004/1), le conflit qui se poursuit de longue date dans le territoire palestinien occupé a introduit dans le fonctionnement de ces entreprises des distorsions et des changements structurels profonds qui ont peu de chances d'être résorbés après le retour à la stabilité.

L'étude passe en revue la contribution des PME à la croissance économique en mettant en lumière leur cycle de vie et les facteurs qui influent sur leur création, leur survie, leur développement et leur déclin avant et après la crise actuelle. Elle met l'accent sur les PME du secteur industriel, du bâtiment et du tourisme en raison de leur contribution importante à l'emploi et à la croissance.

L'étude est fondée sur une vaste enquête de terrain réalisée par le Bureau central palestinien de statistique, en coopération avec la CNUCED, au cours de la période juin 2000-juin 2002. L'enquête, qui porte sur un échantillon structuré de 15 % de la base de sondage (3 735 entreprises), a été complétée par des statistiques du Bureau central palestinien de statistique concernant les principaux indicateurs de performance des entreprises interrogées en 1999, 2001 et 2002.

Les PME palestiniennes: des faiblesses structurelles profondément ancrées

Selon l'étude, même avant la crise économique généralisée, les PME palestiniennes affichaient de piètres résultats. Il s'agissait surtout de petites entreprises, qui employaient moins de cinq personnes, conduisaient principalement des activités à forte intensité de main-d'œuvre et avaient des perspectives de croissance limitées. L'étude explique qu'en 1999 les entreprises interrogées étaient enfermées dans une "trappe de basse productivité", qui faisait qu'elles n'amélioraient pas la qualité de leurs produits, que leurs ventes baissaient et qu'elles utilisaient de moins en moins leur capacité de production. Dans cette situation, leur productivité a encore diminué du fait de l'insuffisance des bénéfices réinvestis, ce qui a rendu impossible la formation de capital. Cette dernière était en outre entravée par l'accès limité des entreprises au crédit bancaire et par la grande incertitude née de l'absence de stabilité politique. Les entreprises ont été contraintes de se concentrer uniquement sur des techniques de survie et les cadres de se préoccuper des problèmes et besoins à court terme plutôt que des possibilités d'amélioration à long terme.

Désindustrialisation et réduction de la taille des entreprises: conséquences d'un conflit qui n'a que trop duré

L'étude montre que la crise a entraîné une importante contraction de la taille des entreprises moyennes et une prolifération de petites entreprises à forte intensité de main-d'œuvre. Les PME font également les frais de la crise, leur productivité chutant plus vite que les salaires. La part des salaires dans la valeur ajoutée, en baisse, des entreprises était passée de 35 % en 1999 à 44 % fin 2001, sous l'effet de moins bons rendements du capital.

Les PME du secteur touristique ont été les plus durement touchées, la plupart d'entre elles craignant de ne pas pouvoir s'en sortir. Les entreprises du bâtiment ont enregistré des résultats moins catastrophiques mais se trouvent encore dans une situation critique. Jusqu'à présent, les PME du secteur industriel sont celles qui ont le mieux réagi : elles jouent un rôle de tampon pour l'ensemble de l'économie. D'après l'étude, cela est surtout dû à l'expansion sensible des activités des entreprises du secteur manufacturier, à savoir les petites entreprises qui produisent des boissons et des produits alimentaires, celles qui opèrent dans le secteur minier et extractif ou qui fabriquent des meubles. La main-d'œuvre rémunérée de ces entreprises a augmenté respectivement de 84 %, 71 % et 29 % entre 1999 et 2001. Cette augmentation s'est accompagnée d'une forte hausse de la valeur ajoutée totale et des rémunérations, qui se sont accrues respectivement de 42 % et 61 % dans les entreprises de boissons et de produits alimentaires, de 86 % et 22 % chez les fabricants de meubles et de 9 % et 62 % dans le secteur minier et extractif.

Toutefois, la généralisation de la crise empêche ces entreprises de maintenir le cap et les a obligées à prendre des mesures d'austérité plus radicales en 2002. Cela est particulièrement vrai pour les producteurs de boissons et de produits alimentaires et les fabricants de meubles, qui ont réduit leur main-d'œuvre rémunérée de 44 % et de 30 %, respectivement, entre 2001 et 2002, ainsi que les montants des salaires de 56 % et de 49 %.

Développement des PME palestiniennes: options

D'après l'étude, pour développer les PME palestiniennes, il faut avant tout leur donner les moyens d'accroître leur productivité, ce qui exige de réorienter l'aide extérieure en repensant les initiatives de réhabilitation et les opérations de secours d'urgence en cours pour créer et promouvoir des synergies entre les efforts de développement immédiat et de développement à long terme. Jusqu'à présent, les programmes financés par les donateurs avaient principalement pour objet d'aider les entreprises à régler leurs problèmes financiers, en particulier par l'octroi de facilités de crédit. Selon la CNUCED, aussi importante soit-elle, l'assistance financière ne suffit pas à elle seule à régler les problèmes pressants auxquels se heurtent ces entreprises et risque de créer une dépendance à long terme vis-à-vis de l'aide étrangère.

Chose plus importante encore, les efforts doivent s'inscrire dans une politique stratégique axée sur les secteurs qui vise à améliorer la productivité des entreprises en renforçant leurs compétences et leurs capacités technologiques. Il faut donc donner aux entreprises les moyens d'adapter les technologies importées aux besoins locaux et d'assimiler les techniques plus complexes en développant des produits. L'étude souligne qu'il faut accorder la priorité aux secteurs qui ont le plus de retombées positives sur d'autres secteurs, en particulier les secteurs à forte intensité de capital et de technologie. Il importe également de cibler les activités à forte intensité de main-d'œuvre qui ont un fort potentiel d'exportation étant donné leur importance pour régler les problèmes de chômage et de pauvreté.

L'étude détermine les obstacles à l'amélioration des capacités technologiques des PME aux niveaux micro, méso (institutionnel) et macro, et propose un certain nombre de mesures et de programmes pour remédier à cette situation. Pour sa part, la CNUCED met en œuvre un programme de développement des PME (appelé programme EMPRETEC) qui répond aux besoins de développement immédiats et à long terme. Les résultats de l'étude serviront à l'équipe EMPRETEC à définir le profil entrepreneurial palestinien, à adapter les services de suivi aux besoins du secteur et à l'environnement commercial et économique local, et à aider l'Autorité palestinienne à concevoir des politiques d'appui aux entreprises.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :

Le Service de presse de la CNUCED

T: +41 22 917 58 28

E: press@unctad.org

or

H. Daoudi

T: +41 22 917 5997

E: hanna.daoudi@unctad.org ou www.unctad.org/palestine/